

Protéger l'Union et promouvoir nos valeurs

Adopté lors du Congrès du PPE à Madrid (Espagne),
21 et 22 octobre 2015



Aujourd'hui, les valeurs européennes font face à leurs plus grands défis depuis la Guerre froide. Mais à la différence de cette époque, les défis actuellement posés à nos valeurs proviennent de plusieurs directions, et notamment des voisinages oriental et méridional de l'Union européenne ; certains sont globaux par nature, d'autres émanent du sein même de nos sociétés. Mais si nous, Européens, avec nos alliés américains et autres, mobilisons la volonté politique nécessaire et développons les réponses adéquates face aux menaces actuelles, non seulement nous serons capables de les surmonter, mais nous formerons par la même occasion une Union meilleure et plus forte. Le Parti populaire européen est déterminé à prendre l'initiative dans cet effort.

La démocratie libérale, fondée sur la primauté du droit et un système multipartite, une société civile forte, la liberté de religion, d'expression et d'association et nos valeurs judéo- chrétiennes, subit une remise en cause sans précédent. Nous sommes persuadés que nos convictions et valeurs démocratiques chrétiennes peuvent apporter une réponse convaincante à ce défi. L'agression russe a mis en péril la sécurité internationale et l'ordre politique et juridique en Europe. Les crises, guerres et vagues de réfugiés se multiplient dans le voisinage de l'UE. À cela s'ajoutent plusieurs défis mondiaux, des menaces pour les marchés ouverts et l'économie globale, et dans certaines régions du monde la propagation des régimes autoritaires et l'intensification du terrorisme djihadiste, qui touche particulièrement les minorités chrétiennes du monde entier, menées au bord de l'extinction dans leurs pays d'origine du Moyen-Orient et d'Afrique. Les défis globaux aux conséquences perturbatrices comme le réchauffement climatique, l'approvisionnement en énergie et la sécurité alimentaire sont d'une autre nature.

Un grand nombre de ces évolutions externes ont des conséquences directes pour, ou sont intrinsèquement liées à la situation domestique des Etats membres de l'UE, comme dans le cas du terrorisme endogène, des combattants du djihad, du trafic d'êtres humains, du populisme dangereux et de l'influence russe. La distinction entre menaces externes et internes s'estompe comme jamais auparavant. Dans ce contexte, la migration induite par des flux massifs d'êtres humains vers l'Europe pose d'énormes défis à nos valeurs et à nos sociétés. La migration est une préoccupation à long terme et exige une réponse globale et commune au niveau européen.

Dans ces conditions, il est vital que nous, Européens, fassions preuve d'assurance quand nous défendons des valeurs universelles, à la fois à l'extérieur et à l'intérieur de l'Europe. La politique étrangère et la sécurité sont trop souvent envisagées comme la seule responsabilité des gouvernements nationaux. La crise économique et financière a incité un grand nombre d'entre eux à se replier sur eux-mêmes, bien que dans les sondages d'opinion, une politique étrangère et de sécurité européenne plus forte et plus unie reste l'option préférée des citoyens.

Simultanément, et en dépit de tous ces problèmes, plusieurs opportunités importantes se présentent à l'Europe. La vaste majorité des Européens n'ont jamais bénéficié d'une telle prospérité et de telles libertés individuelles. Le modèle socio-économique européen reste attrayant. Comme l'a clairement démontré l'Euromaïdan en Ukraine, les démocrates et les sociétés du monde entier s'inspirent des modèles occidentaux fondés sur la primauté du droit, les droits de l'homme et la démocratie multipartite. Bien qu'une évaluation réaliste des menaces et défis auxquels nous sommes confrontés soit indispensable, nous devons également être conscients de nos forces, et adopter les stratégies adéquates et développer les instruments appropriés pour les faire peser.

La faiblesse actuelle de l'UE et le repli sur soi trouvent leur origine dans la crise économique et financière qui a commencé en 2008 et le manque de compétitivité de trop d'Etats membres, qui n'ouvre que progressivement la voie à une reprise socio-économique durable et largement partagée. Ce phénomène est accentué par le manque de gouvernance économique dans l'UE en général et dans la zone euro en particulier. Il ne peut y avoir de politique étrangère de sécurité européenne plus forte ou d'UE capable de résister aux tentations populistes et autoritaires intérieures sans stabilité sociale, sans une Union plus dynamique, plus compétitive, plus prospère et donc plus forte. Pour le PPE, une Union forte et unie, agissant de concert, est la réponse la plus appropriée aux défis et menaces qui planent au-dessus de nos valeurs centrales et de notre mode de vie. Si nous ne les protégeons et ne les promouvons pas, nous risquons de mettre en danger, voire de perdre nos valeurs communes.

1. D'où nous venons : nos valeurs essentielles

L'Europe a toujours cherché à être un lieu de culture, de respect, de progrès, d'espoir et de savoir, plaçant la personne humaine au centre de la vie en communauté et au centre de l'action politique. Nous avons tiré les enseignements de l'histoire – la nôtre et celle des autres. Nous sommes guidés par l'esprit du Siècle européen des Lumières et nous en défendrons les acquis face à nos ennemis, anciens et nouveaux. La pensée politique du PPE est basée sur des valeurs démocratiques et judéo-chrétiennes fondamentales, interdépendantes, également importantes et applicables universellement : la dignité humaine, la paix, la liberté et la responsabilité, la démocratie, l'égalité fondamentale, y compris l'égalité entre l'homme et la femme, la justice et la solidarité, la primauté du droit, l'équilibre des pouvoirs, la séparation entre l'État et la religion, la tolérance, la liberté d'expression, la vérité ainsi que la subsidiarité. La démocratie chrétienne, outre d'autres traditions, est au cœur des idées politiques qui constituent notre famille politique. La dignité humaine est la valeur centrale qui nous permet de trouver un équilibre entre ces valeurs.

Le respect mondial pour la liberté de religion, y compris la liberté de changer de foi ou de ne pas en avoir, doit être pleinement garanti dans le monde entier. Chaque être humain doit pouvoir trouver son épanouissement personnel quel que soit son origine, son sexe, sa race, son orientation sexuelle, sa nationalité, sa religion, son statut social, son état de santé ou son âge. Nous n'accepterons pas les idéologies qui inspirent le terrorisme djihadiste ou toute autre forme de terrorisme, ou qui mènent à des sociétés parallèles dans lesquelles nos valeurs clés ou nos constitutions sont systématiquement bafouées. La liberté d'expression, l'égalité des droits entre l'homme et la femme, le respect du dialogue entre les communautés religieuses sont des éléments essentiels de notre système de valeurs. Toutes les formes d'antisémitisme, ainsi que tout autre type de discrimination de groupes ethniques ou religieux, sont absolument inacceptables et n'ont aucune place dans la société. Nous encourageons également l'ensemble des communautés religieuses, culturelles et ethniques d'Europe à embrasser nos valeurs européennes communes et à assumer leur responsabilité dans la promotion de la paix et de la sécurité en s'opposant clairement au radicalisme et à toute forme de violence. Toute législation doit évoluer sur la base du respect universel des droits fondamentaux et indéniables qui ont été définis dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de

1948, dans la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales de 1950 et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, confirmée par le traité de Lisbonne en 2009. Dans cette Charte, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, 500 millions de personnes ont dit non à la peine de mort et exprimé leur volonté de lutter pour son abolition dans le monde. Nous sommes profondément attachés à un ordre international basé sur le droit international et la Charte des Nations Unies qui soutient la résolution pacifique des conflits et garantit l'inviolabilité des frontières. Nous sommes également attachés au droit des nations à déterminer leur système politique et leurs alliances de manière libre et souveraine, quelle que soit leur situation géographique. Nous sommes enfin déterminés à soutenir les mouvements démocratiques et les partis politiques démocratiques qui partagent nos valeurs, où qu'ils émergent. Nous rejetons la notion conventionnelle de distinction entre les valeurs et les intérêts.

En fait, à nos yeux, les valeurs devraient être définies comme des intérêts à long terme. En Europe, le PPE est un moteur de la promotion de ces valeurs dans le monde entier.

2. Favoriser la stabilité et préparer l'élargissement: les Balkans occidentaux

Les pays des Balkans occidentaux ont profondément souffert des guerres des années 1990 et de leurs conséquences. Ces quinze dernières années, chaque pays de la région a été confronté à un environnement social, politique et économique difficile, et s'est rapproché de l'Union européenne à son propre rythme. Gardant à l'esprit qu'il a été l'un des grands succès politiques de l'Europe et a fondamentalement démontré l'importance du modèle européen, l'élargissement de l'Union européenne reste une réponse importante au double défi de la consolidation du rôle mondial et de la confirmation de la responsabilité de l'Europe dans la stabilisation du continent. L'élargissement européen est un outil efficace de promotion de la liberté, de la démocratie, de la paix, de la stabilité, du progrès économique et social, ainsi que des droits de l'homme et de la primauté du droit en Europe. Nous visons à faire de l'association plus étroite des pays partenaires un outil efficace de promotion de ces objectifs dans le voisinage.

Notre approche des pays candidats doit être adaptée à la progression de chaque pays dans la réalisation des critères de Copenhague et la mise en œuvre des réformes nécessaires, ainsi qu'à sa capacité d'intégration dans l'UE. La date d'adhésion à l'UE dépendra également de l'engagement de chaque pays envers les valeurs et principes européens. Simultanément, l'Union européenne ne devrait pas être prise de lassitude vis-à-vis de l'élargissement, mais plutôt chercher à maintenir un esprit pro-UE dans la région des Balkans occidentaux et soutenir les aspirations de ces pays à rejoindre l'UE.

Toutefois, les futurs membres de l'UE dans la région des Balkans occidentaux doivent être conscients que la paix, la stabilité et la prospérité de cette région auront un effet positif à long terme sur la sécurité et la stabilité dans l'ensemble du continent européen. Ils doivent par conséquent maintenir leur attachement aux valeurs et aux principes fondamentaux de l'UE. En tant que PPE, nous devons souligner que l'intégration de la région à l'Union ne sera possible que si les normes de la primauté du droit, de systèmes judiciaires indépendants et efficaces, de lutte contre la corruption, de relations de bon voisinage, des droits de l'Homme et du respect du droit international sont garanties. Des efforts authentiques en vue de l'établissement de relations de bon voisinage doivent être considérés comme une condition préalable à toute avancée dans le processus d'adhésion. Le PPE soutient et encourage par conséquent la coopération régionale dans les Balkans occidentaux, qui constitue à ses yeux un outil de renforcement de la paix entre les groupes ethniques de la région. La normalisation des relations entre tous les pays, et en particulier entre Pristina et Belgrade, en est un élément clé et doit être intensifiée. L'UE devrait encourager tous les pays de la région à assumer les événements les plus douloureux de leur passé commun récent. La société civile et ses organisations auront un rôle particulièrement important à jouer dans ce contexte.

3. Faire face à l'agression et aider nos amis: la dimension orientale

Nous voulons établir de bonnes relations, des relations stables, prospères et mutuellement bénéfiques avec tous nos voisins orientaux. Nous voulons disposer de partenaires à la frontière orientale de l'UE. Par conséquent, nous voulons une Russie réellement démocratique, pacifique, forte, libre et prospère, qui serait un partenaire important et fiable de l'UE, en particulier concernant les défis régionaux et globaux communs. Nous sommes convaincus que la grande majorité des Russes veulent un futur pacifique dans un pays stable et libre. Nous croyons qu'à plus longue échéance, les quatre espaces communs établis en 2003 entre l'UE et la Russie pourraient contribuer à la prospérité, à la stabilité et à la sécurité de ce continent. Malheureusement, la Russie a pris une orientation totalement différente ces dernières années. Un grand nombre d'entre nous ont ignoré trop longtemps cette évolution. L'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol par la Fédération de Russie a été un acte d'agression extérieure. Et aujourd'hui, l'agression extérieure de la Russie se double d'une répression intérieure. Ces deux éléments sont devenus la principale menace envers notre sécurité et nos valeurs dans le voisinage oriental. Nous n'abandonnerons pas nos tentatives de développer une collaboration et un partenariat avec la Russie, mais ce ne sera possible qu'avec une Russie qui souhaite être notre partenaire et remplit ses obligations internationales.

Les dirigeants actuels de la Russie sont en opposition complète avec l'Occident. La centralisation du pouvoir y atteint une ampleur sans précédent. L'État russe, sa police et ses services de renseignement, ainsi que ses grandes sociétés, ont opéré une dangereuse symbiose. Ils voient dans la démocratie, la primauté du droit et les économies fonctionnelles des pays voisins une menace pour leur propre régime autocratique. Ils ont développé une rhétorique antioccidentale, antilibérale qui mêle nationalisme de la Grande Russie et la nostalgie de l'Union soviétique. Avec son concept de la « guerre hybride » combinant activisme politique, pressions diplomatiques et économiques, chantage à l'énergie, guérilla informatique, propagande et actes de guerre régulière ou non, la Russie pose un défi face auquel l'Occident doit toujours trouver une réponse appropriée. Simultanément, nous sommes conscients que le peuple russe est la première victime de cette évolution. Par une combinaison de soutien financier et autre pour les partis populistes européens de droite et de gauche, de pots-de-vin et corruption et de tentatives orchestrées de prendre le contrôle des médias russes, la Russie exerce une influence considérable sur l'opinion publique et le processus décisionnel politique de l'Union européenne.

Afin de retrouver la stabilité, la démocratie et la prospérité dans les pays du partenariat oriental et de contrer les multiples menaces émanant de la Russie de Poutine, l'Union européenne et ses États membres doivent élaborer une stratégie centrée sur le développement du voisinage oriental, le confinement de la Russie et la dissuasion de toute agression russe. Ce processus ne portera ses fruits que sur le long terme. Une des erreurs que l'UE a commises dans ses stratégies orientales passées a été d'attendre des résultats trop rapidement. Simultanément, nous devons envoyer un message clair aux citoyens russes : ce sont des Européens et ils sont partie intégrante de notre culture européenne commune. Nous ne voulons pas les marginaliser dans notre future Europe. Nous savons qu'ils sont Européens et nous leur demandons de se comporter en Européens.

• Développer le voisinage oriental

Les notions de Politique européenne de voisinage (ENP) et de partenariat oriental (EaP) doivent être fondamentalement revues, et devenir plus proactives, crédibles, flexibles et plus politiques, afin de garantir un attachement durable à l'UE et de bénéficier d'un soutien plus fort des Etats membres. L'UE doit rechercher une différenciation plus claire entre les pays cibles et suivre une approche « donner plus pour recevoir plus », en calibrant soigneusement notre offre de coopération selon la volonté des pays cibles d'aller de l'avant. L'UE doit poursuivre son engagement en faveur des droits de l'homme, de la démocratie, de la primauté du droit, de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption dans l'ensemble de son voisinage oriental. Dans cet effort de soutien de la démocratie, il sera crucial d'impliquer la société civile et de faciliter le contact entre citoyens des pays du voisinage oriental et de l'UE.

L'assemblée parlementaire Euronest, les organisations non gouvernementales, les fondations politiques, les groupes de réflexion et le Fonds européen pour la démocratie devraient jouer un rôle clé dans ce processus. L'échange de bonnes pratiques et la médiation des Sommets du partenariat oriental devraient également être soutenus. L'Ukraine est le pays clé dans ce contexte : elle exigera plus de soutien pour ses réformes politiques, administratives et économiques. Afin de lui permettre de réussir ces réformes, l'Ukraine n'aura pas uniquement besoin d'assistance financière et d'encouragement politique. Cela exigera une gouvernance locale et régionale efficace, une décentralisation fonctionnelle et des réformes de l'administration publique ainsi que la garantie continue des droits de minorités. L'Ukraine a besoin de perspectives plus claires de coopération et de partenariat substantiels avec l'UE et ne devrait jamais être traitée comme une « zone tampon » entre l'Occident et la Russie. Il en va de même pour la Moldavie et la Géorgie. Il faut permettre à l'Ukraine de protéger sa souveraineté et d'améliorer ses défenses contre d'autres agressions russes. Les citoyens ukrainiens ont clairement choisi de vivre dans un pays moderne, doté d'une économie fonctionnelle sous la primauté du droit, et ils ont beaucoup souffert pour ce choix. Ils ont besoin de notre aide, et la méritent. Des réformes réussies et une prospérité croissante sont les meilleures réponses possibles à la propagande russe dans le voisinage oriental. Nous devrions constamment approfondir nos relations avec des pays comme la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine qui ont signé des traités d'association. Cependant, nous notons avec inquiétude la détérioration de la situation en matière de primauté du droit et de droits de l'Homme en Géorgie.

En Arménie, il sera important de trouver des moyens de coopérer en dépit et en dehors de sa qualité de membre de l'Union économique eurasiatique. Dans le cas de l'Azerbaïdjan, l'UE devrait trouver un équilibre entre un partenariat énergétique stratégique et la lutte contre la détérioration de la situation des droits de l'Homme et des libertés civiles. En Biélorussie, l'UE a eu recours à des politiques d'engagement critique. L'UE devrait soutenir l'indépendance par rapport à la Russie et les améliorations économiques et démocratiques dans le pays, en se concentrant sur la société civile et le contact entre les peuples.

- **Etablir une position européenne plus unie et affirmée vis-à-vis de la Russie**

C'est chez nous que commence l'endiguement de l'activisme russe. Les nouvelles techniques utilisées par la Russie pour influencer l'opinion publique et le processus décisionnel politique au sein de l'Union européenne doivent être contrées à tous les niveaux. Il est impératif de s'opposer à la propagande russe et d'élaborer une stratégie de communication pertinente et honnête à l'encontre des citoyens russophones à la fois dans les Etats membres de l'UE et dans les pays du partenariat oriental. La dépendance de nombreux Etats membres à l'énergie russe, qui a été un dangereux instrument de chantage politique, doit être réduite aussi rapidement que possible. Cela implique la construction d'une véritable union énergétique, et donc une amélioration de l'efficacité énergétique, une diversification des sources d'énergie et des routes de transit, un soutien de la solidarité entre les Etats membres ainsi que le développement d'interconnexions entre les Etats membres et les pays partenaires. L'UE et l'OTAN doivent rester unies et fermes dans leur condamnation de la menace russe, qu'elle soit hybride, conventionnelle ou nucléaire.

Les activités des services de renseignement russes dans les Etats membres de l'UE doivent être combattues plus efficacement. L'UE et les Etats membres doivent également appliquer la loi avec toute la rigueur qui s'impose vis-à-vis du crime organisé russe et de la corruption émanant des activités économiques russes dans l'Union européenne. Tant que l'agression russe se poursuit en Ukraine, les sanctions ne devraient être ni levées ni allégées. L'Union européenne, en étroite collaboration avec ses partenaires américains, doit être prête à accroître la rançon politique et économique de l'agression russe par l'isolation politique et des sanctions économiques.

- **Dissuader toute agression**

Il est nécessaire de dissuader de manière décisive et efficace toute agression russe contre des membres de l'UE et de l'OTAN. Cela présuppose, en premier lieu, une OTAN militairement plus forte grâce à des investissements plus élevés et plus intelligents en matière de défense de la part des Etats membres. Cela présuppose aussi une intensification significative de la mutualisation et du partage de l'infrastructure, du matériel et du personnel militaire entre les Etats membres de l'UE et de l'OTAN. Deuxièmement, et c'est tout aussi important, l'OTAN comme l'UE devront développer des réponses aux guerres hybrides russes. Ce n'est pas une tâche aisée pour des pays fondés sur la primauté du droit, mais les deux organisations sont actuellement très mal préparées aux nouveaux types de menaces politiques ou militaires russes. Une dissuasion crédible contre les guerres hybrides est nécessaire et urgente.

4. Des relations particulières avec un partenaire stratégique : la Turquie

La Turquie est un pays pivot dans le voisinage oriental et méridional de l'UE, au carrefour de l'Europe et de l'Asie. Elle revêt une importance stratégique pour l'UE – d'un point de vue économique, démographique, militaire et, last but not least, en raison des millions de citoyens de l'UE qui ont des racines turques.

La Turquie peut et devrait jouer un rôle essentiel de pont avec le voisinage oriental et sud-est de l'Europe. La Turquie est candidate à l'adhésion à l'UE depuis plus de dix ans. Nous sommes convaincus qu'il est dans notre intérêt de faire d'une Turquie européenne, démocratique et moderne, un partenaire étroit – une Turquie qui adhère aux principes de la démocratie libérale et qui se définit elle-même comme faisant partie de l'Occident, qui respecte l'acquis communautaire de l'UE et qui cherche à normaliser ses relations avec tous les Etats membres. Entre 2000 et 2005, la Turquie a franchi d'importantes étapes dans le renforcement de l'État de droit, l'amélioration des droits civiques et la convergence avec la législation européenne. Mais un grand nombre de ces avancées ont été réduites à néant ces dernières années. L'UE doit insister auprès de la Turquie pour qu'elle revienne sur la voie des réformes démocratiques. Simultanément, la Turquie doit prendre toutes les mesures constructives nécessaires, telles qu'elles sont exprimées dans les positions précédentes du PPE, en vue d'un règlement global de la question de Chypre fondé sur les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et les principes fondateurs de l'Union européenne. La Turquie reste un partenaire stratégique et un membre de l'OTAN. L'UE doit stimuler davantage une meilleure coordination entre la politique étrangère turque et les politiques européennes et une intensification de la coopération dans le domaine de la sécurité, en particulier la lutte contre le terrorisme. Nous devons accroître nos efforts pour promouvoir nos valeurs non seulement auprès du gouvernement turc, mais aussi auprès de la société civile. Comme le PPE l'a affirmé à plusieurs reprises par le passé, un partenariat privilégié avec la Turquie reste une alternative à part entière à une adhésion à l'UE.

5. Une région en pleine tourmente: consolider les liens avec l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient

La plupart des pays de cette région souffrent toujours d'instabilité et d'insécurité, de sous-développement chronique, de disparités massives de revenus, de conflits confessionnels, de discriminations largement répandues à l'égard des femmes et de violations des droits des femmes, et de lacunes graves en matière de démocratie, de droits humains et civiques, de bonne gouvernance, de primauté du droit et de participation citoyenne. Les espoirs soulevés par le « Printemps arabe » de 2012 ne se sont guère matérialisés jusqu'à présent. Nous ne devons pas ignorer les évolutions positives de certains pays (en particulier la Tunisie), mais dans d'autres, nous avons vu les électeurs se tourner vers des forces politiques islamistes radicales ou, dans d'autres cas, nous avons été, purement et simplement, confrontés à une guerre civile. Le manque de perspectives et d'intégration sociale peut également être considéré comme un défi sérieux. Dans de nombreux cas, le problème est profondément enraciné dans la société et nourri par une interprétation fondamentaliste, antioccidentale, de l'Islam. Les chrétiens et les autres minorités religieuses ou ethniques du Moyen-Orient et d'Afrique ont particulièrement souffert de persécutions et d'actes de violence confessionnelle commis par des djihadistes. Plusieurs trésors du patrimoine culturel mondial ont été détruits et des monuments chrétiens sont exposés au terrorisme djihadiste. De plus, le terrorisme de la région s'est répandu vers l'Afrique subsaharienne par le Sahel. L'UE doit développer une approche globale de ces défis. A long terme, des réformes réussies et une prospérité croissante sont les meilleures réponses possibles au terrorisme. Le dialogue interreligieux et interculturel et le soutien aux forces démocratiques revêtent une importance particulière dans ce contexte, et là où les minorités ont d'urgence besoin de protection, l'UE doit agir en rendant sa solidarité concrète et effective.

• Lutter contre le terrorisme et promouvoir la paix

Les guerres civiles qui font rage dans la région, principalement en Syrie, en Irak, en Libye et au Yémen, ont déjà fait un nombre sans précédent de victimes et de réfugiés. L'émergence de l'« État islamique » (EI) et d'autres groupes terroristes dans le nord de la Syrie et en Irak menace de déstabiliser l'ensemble de la région. Il est important de reconnaître que la montée du terrorisme djihadiste par le biais de mouvements comme Al Qaeda ou l'« EI » n'a pas pour origine première et principale le manque de développement économique et social, bien que l'absence de perspectives et la corruption largement répandue dans de nombreux régimes créent des conditions dans lesquelles les mouvements fondamentalistes peuvent espérer gagner des soutiens. La montée du terrorisme djihadiste est le résultat d'une idéologie violente fondée sur une interprétation particulière de l'Islam. Elle pose dès lors un défi non seulement militaire, mais aussi politique aux efforts occidentaux visant à soutenir les valeurs universelles dans la région. Il est nécessaire de mettre particulièrement en évidence le dialogue interreligieux entre les chrétiens et les musulmans ainsi que le projet de création d'une zone de développement et de prospérité commune dans la Méditerranée, et en particulier dans le Maghreb. Une initiative diplomatique majeure portée par l'Europe est indispensable pour mettre un terme aux conflits locaux dans la région.

Les attaques terroristes de 2015 à Paris et Copenhague ont démontré l'existence d'un lien direct et clair entre nos pays et la guerre menée par l'État islamique et d'autres organisations terroristes dans une part considérable du Moyen-Orient, puis exportée en Europe par des "combattants étrangers" ainsi que des courants potentiels de mouvements djihadistes sur le sol européen. La prévention de futurs actes de terrorisme exigera une approche globale impliquant tous les aspects du problème, principalement en matière de politique étrangère et de sécurité classique, de justice et politique intérieure. Simultanément, l'UE doit faire face à l'expansion de l'influence de l'« EI » dans toute la région du Sahel ou d'autres organisations terroristes de même obédience comme Boko Haram plus au sud du continent africain.

La Libye doit déjà être considérée comme un État en pleine déliquescence qui fait peser de nombreux dangers, allant de la formation de vagues de réfugiés à la constitution d'un nouveau foyer pour l'« EI ». Stabiliser la Libye et l'empêcher de plonger dans une guerre civile complexe sera un défi majeur pour l'ONU, l'UE et l'OTAN dans les années à venir. Le Plan d'action global conjoint convenu entre l'Iran et l'E3+3 en juillet 2015 est un succès remarquable dans l'inflexion du programme nucléaire iranien. Il diminuera les tensions entre l'Iran et l'Occident et a le potentiel d'ouvrir la société iranienne au monde. Mais la mise en œuvre de l'accord doit être effectivement vérifiée. Toute violation iranienne doit entraîner le renouvellement rapide de sanctions massives. L'Iran ne doit jamais être autorisé à posséder des armes nucléaires. Il est indispensable d'éviter toute course à l'armement dans la région. Toute ouverture de la société iranienne doit être exploitée pour soutenir les démocrates en Iran. Le conflit entre Israël et plusieurs acteurs non étatiques comme le Hamas, le Hezbollah et de plus en plus l'« EI » continue de poser un gros risque d'actes de guerre récurrents qui ont toujours le potentiel de dégénérer en un conflit régional plus large. Nous sommes déterminés à aider les Israéliens et Palestiniens à trouver une solution basée sur deux États, intégrée dans des accords régionaux destinés à surmonter des décennies d'inimitié.

Avec les États-Unis et d'autres puissances mondiales, l'UE doit jouer un rôle plus actif en encourageant une telle solution et en créant des incitants favorisant sa mise en œuvre. Simultanément, il ne faut se faire aucune illusion. La paix entre les Israéliens et Palestiniens ne résoudra aucun des problèmes structurels profonds dont souffre l'ensemble de la région.

• Répondre au défi migratoire

Les flux de réfugiés et de migrants économiques originaires principalement de Syrie, de Libye, du Yémen, d'Irak, d'Afghanistan, du Pakistan, du Nigéria, d'Érythrée, de Somalie et de la corne de l'Afrique qui cherchent asile dans des États membres de l'UE, ont atteint une ampleur sans précédent qui remet en cause notre capacité à les accueillir. Des flux de migrants considérables, dont certains sont des réfugiés et demandeurs d'asile et qui tentent d'atteindre l'UE par trois routes principales (la mer Méditerranée, la frontière entre l'UE et la Turquie, et les Balkans occidentaux) affectent grandement la stabilité de notre flanc sud et constituent une charge disproportionnée pour plusieurs États membres de l'UE. Cette instabilité se propage à présent dans l'ensemble du sud-est de l'Europe. Nous devons garantir le contrôle de nos frontières extérieures, maintenir la stabilité de la société, honorer nos valeurs et respecter les engagements internationaux contraignants en matière d'aide aux réfugiés.

La pression élevée et continue que fait peser une migration qui menace de submerger certains États membres démontre que le système existant n'est pas satisfaisant. Le PPE appelle dès lors à la mise sur pied d'un véritable système de partage des responsabilités au profit de tous les États membres confrontés à une part disproportionnée de candidats à la protection internationale. Une politique de contrôle des frontières plus efficace, une lutte plus rigoureuse contre les trafiquants d'êtres humains et les passeurs, ainsi qu'une répartition plus juste des responsabilités entre les États membres sont indispensables pour relever efficacement les défis liés aux pressions migratoires, dans le respect total des droits fondamentaux des migrants et avec une attention particulière pour les femmes et les enfants parmi les migrants. Frontex, l'agence européenne de protection des frontières de l'espace Schengen, à savoir les frontières extérieures de l'Europe, ainsi que le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) doivent être renforcés et mieux financés. Il est également essentiel de renforcer la coopération avec les pays d'origine et de transit. Nous devons offrir sécurité et assistance humanitaire aussi près que possible des endroits d'origine en créant des zones sûres et des centres de premier accueil dans des pays tiers où les procédures d'asile pourront déjà être lancées. Ceci créa une voie légale d'entrée en Europe pour les personnes qui ont besoin de protection et limitera le risque de les voir tomber entre les mains de passeurs inhumains. L'aide financière européenne devrait également être accrue pour soutenir les efforts locaux. Nous devons encourager la Commission européenne et les États membres à mettre rapidement en place des « hot spots » aux frontières extérieures de l'UE et dans des pays tiers. Cette initiative devrait s'accompagner d'une révision du règlement de Dublin. Il est nécessaire d'établir aussi vite que possible une liste européenne commune des pays d'origine et de transit sûrs. Par ailleurs, le renforcement du contrôle de l'immigration devrait reposer sur deux principes : accélérer le retour des migrants économiques qui ne sont pas habilités à bénéficier du droit d'asile, et mieux intégrer les immigrants qui sont autorisés à rester dans l'Union.

Il faut également prendre en compte le fait que les vagues migratoires dues à la crise au Moyen-Orient et en Afrique, principalement en Syrie et en Libye, affectent leurs pays voisins de la région méditerranéenne qui constituent généralement des partenaires relativement stables de l'UE (Liban, Jordanie, Algérie, Tunisie et Maroc). La réponse de l'UE aux flux migratoires doit donc tenir compte des pays de transit afin d'empêcher tout effet domino dans les pays qui hébergent des communautés massives de réfugiés. La force de l'Europe doit avant tout consister à inspirer ses régions voisines à la prendre pour modèle et à apprendre d'elle, et non devenir un aimant pour d'énormes flux migratoires qui mettent en péril le rôle de l'Europe comme partenaire stable et élément de stabilisation dans ses régions voisines et dans le monde. Nous devons agir conjointement et partager toutes les informations et idées pertinentes à notre disposition. Dans ce cadre, nous avons besoin de mesures d'urgence visant à renforcer et protéger les frontières extérieures de l'Union européenne. Nous restons attachés à l'ouverture des frontières au sein de l'Union européenne, mais une protection efficace des frontières extérieures de l'UE constitue un préalable indispensable. Cela signifie qu'il est nécessaire d'approfondir le niveau de confiance mutuelle.

• Soutenir la démocratie

La stratégie la plus importante de l'UE dans le voisinage méridional reste le soutien de la démocratie et de la bonne gouvernance. L'histoire récente a démontré que nous devons développer une approche à beaucoup plus long terme, et attendre des améliorations durables sur des décennies plutôt que de ne compter qu'en années. Cela exigera une approche ascendante et l'implication de tous les niveaux de pouvoir : locaux, régionaux et nationaux. Un élément essentiel dans ce processus consiste à promouvoir et à développer la société civile, en particulier les organisations qui défendent la participation des femmes à la vie sociale et politique. Ceci devrait être tout en haut de l'agenda de l'EEAS. Les fondations européennes et le Fonds européen pour la démocratie (FED) constituent un instrument européen parfaitement adapté pour encourager une démocratisation profonde et durable dans les pays en phase de transition politique, grâce à leur financement flexible et porté par la demande. Ils devraient recevoir le plein soutien de la famille politique du PPE.

• Une nouvelle approche de la région

À l'avenir, l'UE doit combiner les principes de cohérence à long terme et de crédibilité accrue avec de la flexibilité à court terme et des tactiques intelligentes : ne jamais perdre de vue l'objectif d'un Moyen-Orient démocratique, pacifique et prospère. Cela impliquera également des incitants renouvelés à une plus grande coopération régionale parmi ceux qui veulent la mettre en œuvre. L'approche selon laquelle une coopération accrue est conditionnée à l'adhésion aux valeurs et aux principes (appelée « plus pour plus ») devrait être maintenue afin récompenser par un grand engagement de l'UE les pays qui souhaitent promouvoir la bonne gouvernance et les droits humains et civiques, et qui coopèrent avec leurs voisins. Mais un effort séparé devrait être déployé pour les populations de nos pays partenaires, parallèlement à l'approche « plus pour plus » qui concerne les gouvernements. L'UE devrait utiliser sa diplomatie économique chaque fois que c'est possible.

Notre approche de la région devrait rechercher un nouvel équilibre entre la différenciation et la promotion de la coopération régionale. Alors que notre offre de coopération devrait être adaptée à la volonté et à la capacité des pays individuels à mener des réformes, nous devons promouvoir une coopération plus intense et plus qualitative parmi les pays impliqués en Afrique et au Moyen-Orient, sans laquelle il est impossible d'aborder des questions importantes. Il est nécessaire d'améliorer la visibilité des actions de l'UE dans la région, à la fois au sein de l'UE et parmi les populations du voisinage méridional qui devraient en tirer profit dans leur région et être encouragées à améliorer et à moderniser leurs conditions politiques, économiques et sociales.

6. Promouvoir nos valeurs : gérer les défis globaux

Avec la fin du Rideau de fer, nombreux étaient ceux à déclarer la victoire de la démocratie parlementaire et de l'économie sociale de marché dominée par l'Occident. Vingt-cinq ans plus tard, il faut reconnaître que la démocratie libérale et l'État de droit sont mis en cause à la fois au niveau mondial et au sein même de l'UE elle-même par des mouvements populistes et des dérives autoritaires. La Chine, qui n'est pas une démocratie, montre que la prospérité économique, du moins pendant un certain laps de temps, ne va pas nécessairement de pair avec une société équitable ou des systèmes politiques démocratiques. Dans de nombreux autres pays du monde, certains clament que la démocratie est possible sans les contre-pouvoirs assurés par un système judiciaire indépendant, des médias libres et une société civile dynamique. Enfin, dans un grand nombre de ces prétendues « démocraties », surveillance de l'État, restrictions sur les communications Internet et frein à l'autonomie personnelle prévalent toujours. De plus, l'évolution de la Russie vers une attitude de confrontation avec l'Occident démontre que certains pays continuent à envisager les relations internationales comme un jeu à somme nulle. L'idée que de plus petits pays devraient être moins souverains que des puissances mondiales a gagné du terrain, et pas uniquement en Russie.

• Soutenir la démocratie mondiale

La reconnaissance de la démocratie comme la forme de gouvernement dominante dans le monde, ou d'un système international fondé sur l'idée démocratique, est en train de s'affaiblir. Les démocraties semblent parfois se résigner à attendre qu'un gouvernement autoritaire déclenche des catastrophes internationales avant de passer à l'action. Comme nous l'avons vu au fil du temps, les pratiques non démocratiques mènent à des guerres civiles, à des violations des droits de l'homme et des droits de la femme, à la destruction de structures sociales et à des crises humanitaires. Elles encouragent également le développement des mouvements terroristes, de la corruption et de la mauvaise gouvernance, et d'inégalités qui alimentent une instabilité politique et économique qui peut également avoir des conséquences régionales, voire globales.

Si nous voulons nous préparer à affronter des défis globaux, nous avons besoin d'une approche transatlantique cohérente qui devrait être intégrée dans une stratégie à long terme. Le soutien que nous apportons aux mouvements démocratiques du monde entier qui partagent notre vision de valeurs universelles doit être indéfectible – nous devons rappeler au monde que la démocratie importe. Les gouvernements et les ONG de l'UE devraient coopérer étroitement avec des partenaires des États-Unis, comme ceux actifs en Amérique latine, pour tendre la main aux mouvements démocratiques chaque fois qu'ils s'opposent à des gouvernements autoritaires.

• Un seul Monde et l'Agenda de développement post-2015

Lorsqu'il s'agit de répondre aux défis globaux comme le changement climatique, les catastrophes naturelles et les maladies contagieuses, mais aussi en matière de sécurité de l'énergie, de sécurité informatique, d'exploitation des ressources naturelles, de sécurité alimentaire et de développement, aucun pays n'est capable d'agir seul. La coopération au sein de l'UE doit acquérir une portée globale dans le cadre des Nations Unies et d'autres organisations internationales. En dépit de difficultés graves et tenaces, l'UE doit chercher à conclure le cycle de Doha sur un traité valable dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le PPE souligne que nous vivons dans un monde de plus en plus interdépendant, où les changements exigent une action collective et un engagement global. Par conséquent, le cadre post-2015 devrait combiner une aspiration et une portée globales à une applicabilité universelle, tout en tenant compte des contextes nationaux différents et dans le respect des politiques et priorités nationales. La responsabilité mutuelle en termes de financements publics, privés, nationaux et internationaux devrait être au cœur du nouveau cadre international.

Pour qu'il soit vraiment transformateur, le nouveau cadre mondial de développement devrait aborder les causes premières de la pauvreté par l'application d'une approche basée sur les droits et en mettant nettement l'accent sur le développement des capacités, un objectif autonome d'égalité entre hommes et femmes, et l'émancipation des femmes. Ceci inclut bonne gouvernance, démocratie fonctionnelle et État de droit. Le changement climatique est un défi majeur étroitement lié au cadre global de développement. Le changement climatique peut causer non seulement des problèmes environnementaux, mais aussi avoir des impacts dévastateurs sur les communautés pauvres et vulnérables, et entraîner ainsi migration forcée, déclin économique et conflits sur les ressources naturelles. Avec les États membres en tant que plus grands donateurs d'aide au développement, l'UE devrait mener le processus en façonnant un nouveau partenariat global avec tous les pays, y compris les économies émergentes, ainsi qu'avec toutes les parties prenantes pertinentes, y compris le secteur privé, les partenaires sociaux, les organisations de la société civile, les autorités locales et régionales et les parlements nationaux. Lorsque la société civile et le dialogue social sont faibles, le développement de la société civile devrait être promu. Nous devons travailler à la promotion d'une meilleure coordination des politiques économiques, environnementales et de droits de l'homme au niveau du G7 et du G20 afin d'assortir la globalisation en cours d'une gouvernance appropriée.

• Persécution des communautés religieuses et ethniques

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un accroissement extrêmement inquiétant de l'intolérance et de la violence contre les communautés religieuses et en particulier les communautés chrétiennes, dans de nombreuses parties du monde. La persécution des membres d'un groupe religieux peut être définie comme toute hostilité dirigée à l'encontre d'une personne en raison de son identification à ce groupe. Les chrétiens sont le groupe le plus persécuté dans le monde contemporain.

L'Union européenne et les Etats membres devraient accentuer leurs efforts afin de mettre un terme à la violence contre et l'assassinat de personnes innocentes en raison de leur religion. Nous avons besoin d'une stratégie cohérente contre la persécution des chrétiens dans le monde. Ceci concerne non seulement les pays où la persécution est évidente et violente, mais aussi ceux où la persécution est silencieuse et dissimulée derrière des lois et constitutions. L'Europe devrait accentuer la pression sur ces pays afin qu'ils cessent toute persécution sur base religieuse. Le PPE est attaché à un traitement plus global et efficace de cette question. Il doit s'agir d'une priorité, y compris par l'action du Conseil de l'Europe dans son rôle de défenseur des droits de l'homme et de la démocratie.

7. Sécuriser l'Europe : Se confronter aux défis internes

Les menaces qui planent sur nos valeurs et les défis posés à notre liberté et à notre sécurité dans l'UE ne sont plus confinés à l'extérieur de l'Union. Elles sont souvent endogènes. Nos sociétés doivent rester libres et nos valeurs démocratiques doivent être protégées. Les droits civiques doivent être préservés, et il n'est pas question de nous reposer sur nos lauriers. Les menaces pour la vie, la liberté et la cohésion sociale émanant de notre sein doivent être contrées par une application rigoureuse de la loi et avec la pleine détermination des citoyens libres. Nous faisons face, de plus, à un hiver démographique qui menace la durabilité sur le long terme de nos retraites et de tout notre mode de vie et qui semble révéler le manque de confiance des Européens dans leurs valeurs et dans leur futur.

• Une croissance durable est essentielle

Il n'y a aucune chance que l'UE puisse répondre à ces défis externes et internes sans un retour à une croissance économique durable menant à la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, et en particulier sans perspectives tangibles pour notre jeunesse. L'Europe doit investir dans le savoir-faire et la formation et fournir des emplois décents et de qualité. À cette fin, l'économie réelle, en particulier les PME, doit être notre priorité. Les politiques doivent avoir pour objectif de remettre l'emploi et la croissance au centre du débat politique européen. À cet égard, une attention particulière devrait être portée à l'agenda numérique en reconnaissant l'Internet comme un espace public ainsi que comme un marché. Le PPE doit lutter pour la promotion et la protection simultanées des libertés numériques et de la liberté de commerce en prenant en compte les principes de responsabilité sociale des entreprises sur base volontaire. Le renforcement de l'économie sociale de marché européenne par une gouvernance plus forte de la zone euro, l'achèvement et la pleine réalisation du marché unique, l'Union de l'énergie et le marché unique numérique, ainsi que des partenariats internationaux équilibrés en matière de commerce et d'investissement, en particulier le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) avec les États-Unis, sont une condition préalable à l'amélioration de notre sécurité et à une meilleure promotion de nos valeurs. Il est important que l'UE et ses Etats membres mettent tout en œuvre pour obtenir la signature et la ratification du TTIP le plus rapidement possible. Dans ce contexte, les Etats membres doivent continuer à œuvrer à des réformes structurelles pour créer un environnement favorable aux entreprises favorisant la création d'emplois. Nous voulons promouvoir et protéger l'économie sociale de marché, qui fournit le cadre dans lequel la compétitivité contribue à la justice sociale, et dans lequel la justice sociale stimule la compétitivité. Le dialogue social est ici un élément essentiel pour trouver l'équilibre entre compétitivité et équité.

- **Confiance dans la démocratie**

Nous devons nous attaquer aux doutes fondamentaux concernant le futur de l'Occident et de la démocratie libérale dans l'Union européenne elle-même. La « démocratie non libérale » ne peut être un objectif pour une nation occidentale. Nous devons également continuer à confronter les partis populistes de la gauche comme de la droite et combattre les tendances nationalistes et la désaffection envers le politique. C'est clairement une tâche relevant de la société civile : partis politiques, groupes de réflexion et ONG.

- **Combattre le terrorisme chez nous**

Nous devons avant tout combattre le terrorisme et l'extrémisme djihadistes par une application stricte de la loi et des outils de sécurité, mais aussi en prévenant la radicalisation des jeunes mécontents et en renforçant la contre-radicalisation et la dé-radicalisation des immigrants par le biais de la société civile et des médias sociaux. Dans ce contexte, l'éducation devrait jouer un rôle clé. L'enseignement ne devrait pas se limiter à développer des connaissances, du savoir-faire et des compétences pour le marché du travail, mais devrait également aider les étudiants à devenir des membres de notre société actifs et ouverts d'esprit. Les sociétés de l'Internet et des médias sociaux doivent assumer plus efficacement leur responsabilité de dénoncer et de supprimer les contenus extrémistes et la propagande djihadiste en ligne. Il est également urgent de mettre en place un plan d'action destiné à contrer la radicalisation dans les prisons pour combattre plus efficacement l'idéologie djihadiste. Ce type de terrorisme prend ses racines spirituelles dans des interprétations violentes, d'orientation wahhabite et salafiste de l'Islam, et les Etats membres de l'UE devraient par conséquent non seulement améliorer leurs capacités en matière de renseignement et de collecte et partage d'informations, mais aussi encourager les communautés musulmanes (et leur clergé) à s'impliquer davantage dans la lutte contre l'extrémisme en traçant des lignes de démarcation plus claires entre foi modérée et idéologies fondamentalistes. Un dialogue interreligieux peut être utile dans ce contexte. Il est tout aussi important de promouvoir une intégration sociale plus forte, en particulier pour les jeunes immigrants de deuxième et troisième génération qui sont des Européens natifs : il est essentiel d'améliorer l'accès aux marchés du travail. La lutte contre le terrorisme ne pourra être efficace que si elle fait l'objet d'échanges plus intenses de meilleures pratiques entre les Etats membres et les régions de l'UE. Cet échange devrait également être étendu aux pays voisins de l'UE qui ont une longue expérience de la lutte contre le terrorisme. Le phénomène du combattant étranger représente une menace croissante et grave pour la sécurité des Etats en Europe. Les citoyens européens recrutés dans des zones de conflit constituent des menaces significatives pour la sécurité et la stabilité de la société.

Les Etats membres et les institutions européennes doivent analyser et remédier conjointement aux lacunes des outils actuels de lutte contre le terrorisme. Europol devrait établir un Centre européen du contre-terrorisme, qui serait appuyé par Eurojust pour les enquêtes et les procédures judiciaires. Les mandats des deux institutions devraient être ajustés, en gardant à l'esprit que la répression et l'échange de renseignements, en particulier dans la lutte contre le terrorisme, sont souvent conduits plus efficacement dans un cadre bilatéral ou sur une base ad hoc pour des raisons d'efficacité et de confidentialité. Il est impératif de trouver un accord sur un Cadre européen des données de dossiers passagers (EU-PNR) avec les contre-pouvoirs appropriés pour empêcher tout abus. Système d'information Schengen doit être mis pleinement en œuvre.

8. Renforcer la paix : Une Union plus forte en matière de sécurité et de défense

La politique commune de sécurité et de défense (CSDP) de l'UE est le maillon faible dans son projet en faveur de la paix, de l'intégration et du développement. Compte tenu de la situation géopolitique actuelle, nous avons besoin d'accroître nos efforts de défense et de renforcer les structures européennes au sein du partenariat transatlantique en matière de sécurité. De plus, seule une Union plus forte en matière de défense sera capable de faire face aux menaces et aux défis croissants.

• Forger un nouveau consensus européen sur la sécurité et la défense

En été 2016, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) devra élaborer une nouvelle stratégie de politique étrangère et de sécurité, c'est-à-dire une approche globale et cohérente de toutes les dimensions de la sécurité. Ce document doit identifier les menaces, hiérarchiser les intérêts et définir les instruments et arrangements institutionnels nécessaires de l'Union européenne. Le nouveau Livre blanc sur la Sécurité et la Défense doit remplacer le document obsolète de 2003.

• Renforcer le partenariat transatlantique

L'OTAN et son principe de défense collective demeurent la base cruciale et la plus durable de la sécurité de l'Europe. Une alliance transatlantique forte et capable doit rester la pierre angulaire de toute réaction à une agression contre ses Etats membres. Mais les partenaires et alliés nord-américains de l'Europe sont en droit d'attendre de nous, Européens, que nous déployons davantage d'efforts pour garantir notre sécurité. Seule une Europe dotée de capacités fortes et autonomes en matière de défense convaincra nos alliés que l'OTAN a un avenir et que leur présence militaire continue en Europe a un sens. La coopération UE-OTAN doit dès lors approfondir ce partenariat par une amélioration des capacités défensives et une réponse conjointe aux menaces régionales et globales. Pour cette raison, nous saluons les nouvelles candidatures à l'adhésion à l'OTAN d'Etats membres de l'UE.

• Investir davantage dans la défense et la sécurité

Les menaces émergentes doivent entraîner une augmentation des investissements dans nos capacités. Les dépenses en matière de défense diminuent depuis 1990, et c'était à nouveau le cas en 2014, lorsque l'augmentation des menaces internes et externes est devenue parfaitement évidente. L'objectif formulé par l'OTAN de mettre un terme à la baisse des dépenses en matière de défense et de revenir rapidement à 2 % du PIB doit toujours être réalisé par la plupart des Etats membres européens de l'OTAN.

• Améliorer nos capacités en matière de défense par la mutualisation et le partage

Mais une simple augmentation quantitative des dépenses en matière de défense ne suffira pas suffisant, et est d'ailleurs impossible à court terme dans certains cas. Nous devons en faire plus avec moins, en dépensant mieux.

Nous devons par conséquent continuer à mutualiser et partager les ressources militaires par-delà les frontières nationales. Les modèles coopératifs existants, comme le Commandement européen du transport aérien (EATC), devraient être développés. Ceci présuppose un meilleur partage des informations sur le développement des capacités militaires nationales et des plans d'achat futur. Dans ce contexte, l'Agence européenne de défense (AED) doit obtenir un plus grand rôle: augmenter la part de leurs investissements en recherche militaire effectués par le biais de l'AED. Avec la Commission européenne, l'AED devrait fournir une analyse approfondie des doublons et redondances actuels dans les dépenses nationales en matière de défense. De plus, il est nécessaire de s'attaquer aux lacunes, en particulier dans le domaine de la surveillance, de la reconnaissance, du transport stratégique par air et par mer et de la projection des forces sur de longues distances. Les efforts en cours pour améliorer le ravitaillement en vol, les systèmes d'aéronefs télépilotés (RPAS, également connus sous le nom de drones), la cyberdéfense et les communications par satellite doivent être poursuivis plus vigoureusement.

• Renforcer la base industrielle et technologique de l'Europe

Le secteur européen de la défense doit devenir plus intégré, innovant et compétitif. Cela aussi contribuera à accélérer la croissance et créer des emplois. Des partenariats public-privé et industriels plus efficaces devraient être encouragés. Il est également nécessaire de mieux intégrer les petites et moyennes entreprises (PME) dans la chaîne logistique des marchés de la défense. La fourniture de technologies clés sensibles doit être assurée dans toute l'UE pour améliorer la coopération dans le commerce et l'exportation de matériel de défense au sein de l'UE. Il faut revenir sur les récentes réductions budgétaires dans la recherche et développement (R&D) liée à la défense : les Etats membres devraient allouer au moins 20 % de leur budget de défense à la R&D. Il est également indispensable de mieux coordonner la recherche civile et militaire. Le prochain cadre financier pluriannuel (CDF, qui commencera en 2021) devrait contribuer à un saut qualitatif dans l'intégration de la défense européenne. De plus, l'élément défense de la politique spatiale, en particulier l'imagerie satellite haute résolution, devraient être géré conjointement par l'AED, la Commission européenne, les Etats membres et les industries.

• Développer les institutions européennes et les capacités de réponse rapide

L'UE a besoin d'un Quartier général opérationnel (QG) afin de gérer des interventions à plus forte intensité et la défense territoriale en coordination avec l'OTAN, comme prévu par le Traité de Lisbonne. Seul un tel QG pourra garantir une planification, un commandement et un contrôle rapides et efficaces sans devoir recourir à des structures complexes et ad hoc. La Coopération structurée permanente (PESCO) prévue par le Traité de Lisbonne est la meilleure manière de poursuivre le développement nécessaire des capacités de défense dans le futur. Cela signifie que les Etats membres qui sont capables et désireux de le faire pourront progresser au sein d'un cadre européen. Un bon exemple pratique de PESCO est la mise sur pied d'un Commandement médical européen. Les technologies militaires et civiles à double usage ainsi que les navires, avions et drones de surveillance maritime sont d'autres domaines à explorer pour le PESCO dans le cadre de la situation actuelle en Méditerranée. À long terme, la PESCO devrait résulter en la création d'une armée européenne commune.

Un forum permanent de consultation et de prise de décision devrait être établi avec le temps et mener à la création d'un Conseil des ministres de la Défense à part entière. De même, le Parlement européen devrait établir une Commission permanente sur la Sécurité et la Défense.

- **Améliorer les instruments civils de l'Europe**

La capacité européenne de réaction d'urgence (EERC) créée en 2013 devrait être développée davantage. Conçue pour réagir à des tremblements de terre/tsunamis, incendies, inondations/glislements de terrain, accidents industriels/nucléaires, attaques terroristes, désastres en mer et pandémies, elle devrait être complétée par des réseaux régionaux de protection civile permettant à l'UE de partager ses meilleures pratiques et d'organiser des séances de formation dans des centres d'excellence régionaux. L'UE devrait envisager le financement de la protection civile par des transferts annuels du Fonds de solidarité européen.

- **Réagir aux menaces hybrides**

L'UE doit élargir son arsenal de réaction aux menaces hybrides qui mêlent agressions militaires et paramilitaires, activisme politique et atouts diplomatiques, politiques, économiques et de propagande. Les institutions européennes et les Etats membres devraient coopérer plus étroitement dans la lutte contre de telles menaces. Nous devons renforcer notre résilience interne par la sécurité énergétique et l'analyse et le contrôle des investissements étrangers. La cybersécurité, c'est-à-dire la sécurité des systèmes d'information et en particulier du stockage de données numériques, est un élément central dans ce domaine. Nous devons adopter des mesures de cybersécurité modernes comme les techniques de détection comportementales pour réussir à contrer des menaces en évolution constante. Une communication stratégique améliorée nous permettant d'analyser la propagande agressive, de la dénoncer et de fournir des contre-discours déterminés est un autre élément important.

9. Mettre un terme à la dérive transatlantique : la Renaissance de l'Occident

Afin de réussir dans la promotion de nos valeurs communes et de réaliser nos objectifs communs, en particulier dans les voisinages occidental et méridional de l'UE, l'Union et ses alliés transatlantiques doivent consolider leurs liens. Ce, dans les domaines de la politique de défense et de l'OTAN, de la coopération en matière de répression et de la lutte contre le terrorisme. Dans ce contexte, nous devons rétablir la confiance entre nos services de renseignement. Les défis actuels en matière de sécurité sont complexes et il est impossible de les relever sans un échange d'informations entre nos services, en particulier pour le démantèlement de cellules terroristes et d'organisations criminelles. Nous devons également approfondir la coopération économique par le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). Le TTIP est avant tout un instrument profondément politique de renforcement de liens authentiques. C'est également un facteur important pour ramener l'UE à une croissance durable. Il est vital que le TTIP soit transparent et responsable. Nous avons également besoin d'une meilleure coordination transatlantique de nos efforts pour soutenir la sécurité, les droits de l'homme, la démocratie et la primauté du droit dans le voisinage de l'UE. Ce, avant tout dans une approche conjointe de l'agression russe.

Un des principaux objectifs tactiques du Kremlin est d'affaiblir l'Occident en creusant en fossé entre les États-Unis et l'Europe. Nous ne permettrons pas une telle chose. Au contraire, la confrontation au défi russe renforcera les liens qui unissent l'Europe et l'Amérique. Nous devons nous attaquer aux doutes fondamentaux concernant le futur de l'Occident et de la démocratie libérale dans l'Union européenne elle-même. La « démocratie non libérale » ne peut être un objectif pour une nation occidentale. Nous devons également continuer à confronter les partis populistes de la gauche comme de la droite et combattre les tendances nationalistes et la désaffection envers le politique. C'est clairement une tâche relevant de la société civile: partis politiques, groupes de réflexion et ONG.

Un approfondissement des relations économiques transatlantiques aura des effets positifs sur l'économie globale et renforcera les perspectives d'une meilleure coopération commerciale et économique mondiale. Parallèlement aux négociations commerciales multilatérales menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'UE doit mettre en place des accords de libre-échange (ALE) bien négociés et équilibrés, avant tout avec des partenaires commerciaux clés dans le monde comme le Canada, l'Australie, le Japon, la Chine et les pays du Mercosur. Parallèlement au TTIP, ces partenariats commerciaux seront décisifs pour remettre l'UE sur la voie d'une croissance durable et qualitative. Plus que jamais, nous devons confirmer à nouveau les valeurs communes sur lesquelles se sont construits les États-Unis et l'Union européenne. Au-delà de tout ce qui sépare l'Amérique et l'Europe (et, en fait, les nations d'Europe) en matière de valeurs, nous devons avant tout souligner ce que nous avons en commun, en particulier dans une époque comme la nôtre où l'Occident semble acculé aux yeux de nombreuses personnes. De plus, le partenariat transatlantique doit devenir le noyau d'une communauté mondiale de démocraties conçu pour rechercher des moyens conjoints de répondre aux défis autoritaires.

10. Conclusion

Le fait de reconnaître et de nommer les nouvelles menaces pour notre sécurité et nos valeurs est la première étape pour les contrer. Par conséquent, nous devons être ouverts et réalistes concernant l'ampleur des nouveaux défis, qu'ils se posent à l'Est, au Sud, au niveau mondial et à l'intérieur de nos propres sociétés. Nous devons reconnaître que les frontières classiques entre politiques intérieures et étrangères ne sont plus valables. Qui plus est, nous réaffirmons et promovons les valeurs sur lesquelles notre famille politique s'est constituée, et qui ont grandement contribué au développement de l'Union européenne. Nous confirmons notre intention de réaliser des avancées décisives vers une Union politique dotée d'une politique fiscale et économique commune, d'une politique étrangère et de sécurité commune, et une politique de défense commune. L'étape suivante consiste à se tourner vers des régions spécifiques du voisinage de l'UE qui présentent à la fois des risques et des opportunités : les Balkans occidentaux, où l'UE devra promouvoir l'élargissement tout en améliorant la stabilité régionale et la coopération ; l'Est, où l'UE et l'OTAN devront aider nos amis et répondre à l'agression russe ; la Turquie, où nous devons promouvoir plus activement la démocratie parlementaire afin d'établir un partenariat plus stable ; et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, une région dans la tourmente où l'UE devra se montrer plus active dans le soutien de ses valeurs et la lutte contre les dangers.

Au niveau mondial, les politiques de développement et climatiques restent prioritaires, alors que le soutien à tous les mouvements démocratiques afin de contrer l'autoritarisme et le terrorisme devrait à nouveau gagner en importance ; à l'intérieur de l'UE et de ses Etats membres, nous devons revenir à une croissance durable, combattre le terrorisme et lutter plus efficacement contre le trafic d'êtres humains et l'immigration illégale tout en défendant la démocratie libérale avec une nouvelle vigueur ; en matière de défense, nous devons accroître sérieusement la coopération ; et dans le cadre du partenariat transatlantique, nous devons œuvrer à une renaissance de l'Occident. Notre mission de protéger notre Union et de promouvoir nos valeurs dépendra finalement de la détermination du PPE à prendre l'initiative. En nous fondant sur nos valeurs, en gardant à l'esprit nos réussites et nos échecs et en étant conscients de nos faiblesses comme de nos forces et des opportunités, nous montrerons l'exemple.

**If you have any question
you would like to ask
please contact us.**

Rue du Commerce 10
1000 Brussels

T +32-2-2854140

E connect@epp.eu